

## Parole d'académicien

### Que faire de la statue de Mahé ?

L'annonce par la maire de Saint-Denis, Ericka Bareigts, le 26 avril 2023, du "déplacement" de la statue de Mahé de Labourdonnais dans le cadre des travaux d'aménagement du square éponyme a ouvert un débat qui aurait dû logiquement précéder toute décision politique. De nombreux académiciens, spécialistes d'histoire, ont exprimé publiquement leur opposition à ce projet: Reine-Claude Grondin, Albert Jauze, Raoul Lucas, Alexis Miranville, Enis Rockel et moi-même avons rappelé en quoi ce projet était critiquable tant sur le fond que sur la forme (voir <https://leboucan.fr/>). Tandis que Prosper Ève, universitaire spécialiste de la période esclavagiste s'opposait avec virulence à la décision de la maire, son collègue André Oraison, juriste et politologue, suggérait à cette dernière de désigner un comité d'historiens "indépendants du pouvoir politique" avant de poursuivre son projet de déplacement.

Il semble bien cependant que rien n'arrêtera l'ancienne ministre des outre-mer ancrée dans ses certitudes et son "choix politique et militant", pour reprendre ses propos.

Peu importe si un mur de pierre fabriqué par des esclaves ainsi qu'une fontaine rocaille du XIX<sup>e</sup> siècle ont déjà été détruits pour laisser place à un espace voué aux spectacles et aux divertissements.

Peu importent les incohérences du projet, comme le fait de dénoncer Mahé "l'esclavagiste" et de mettre en exergue en même temps Mahé "le colonisateur".

Peu importe le fait que la maire, trouvant insupportable de laisser cette statue sur la place où, le 20 décembre 1848, les esclaves fêtaient l'abolition, l'installe sur le "camp des Noirs", lieu de vie de milliers d'esclaves entre 1770 et 1848.

Peu importe que le chef de l'État se soit opposé publiquement au "déboulonnage" des statues en France, puisque le préfet Jérôme Filippini et le commandant supérieur des FAZSOI, le général Laurent Cluzel (aujourd'hui remplacé), ont accepté la décision de "déplacer" la statue au sein de la caserne Lambert.

Peu importe que n'ayant pas pour vocation d'être un musée, cette caserne devienne un lieu où les militaires pourront honorer la "grandeur coloniale de la France", en marge de la communauté citoyenne.

Peu importe que la demande de subvention de la mairie n'ait jamais mentionné le déplacement de ce monument historique.

Peu importe que, par précipitation, la mairie a préféré, pour laisser une trace de la mémoire des esclaves, reprendre une ancienne œuvre d'art en la décontextualisant, plutôt que de lancer un appel à projet à des artistes pour créer une œuvre originale permettant de construire une histoire partagée.

Peu importe qu'aucune réflexion de fond n'ait eu lieu sur le devenir de la première statue de bronze de cette dimension installée dans l'île et dont l'auteur appartient à l'histoire des arts en France, alors que Saint-Denis s'enorgueillit de son label "Ville d'art et d'histoire".

Les travaux sont conduits tambour battant, portés par une politique de communication qui met en avant les enjeux environnementaux et le "vivre ensemble". L'objectif est d'arriver, le 20 décembre 2023, à effacer la statue de Mahé de Labourdonnais de l'espace public.

Il y avait pourtant bien des choses à imaginer pour conserver à

sa place ce monument historique, témoin d'une époque et d'un contexte, et faire de la place un véritable lieu de commémoration et de réflexion sur l'histoire passée et contemporaine de La Réunion. Il aurait suffi pour cela de faire confiance aux historiens ainsi qu'aux artistes et de regarder ce qui se fait ailleurs. Je ne citerai pour exemple que le cas du "Voyage à Nantes" qui, dans sa dernière édition de 2023, a confié à un dessinateur et à une équipe de sculpteurs la réalisation de quatre statues pour replacer les originales, dans une autre pose, à des endroits inattendus de la ville. Bordeaux, pour sa part, propose un parcours historique et touristique autour de lieux, de bâtiments et de noms de personnages pourtant associés à la pratique de l'esclavagisme plutôt que de les effacer du paysage urbain...

Dans toutes les sociétés démocratiques, ce n'est pas le rôle des politiques que d'écrire l'histoire. Nelson Mandela, nouveau président d'Afrique du Sud, l'avait bien compris et il a cherché à réconcilier les mémoires profondément fracturées de son peuple en assumant le passé dans son entièreté. Christiane Taubira a voulu, par la loi mémorielle du 10 mai 2001, donner à la question de l'esclavage et de la traite négrière la place qui lui revient dans l'histoire nationale de la France. Ericka Bareigts, pour sa part, promeut une réécriture de l'histoire guidée par une vision idéologique qui cherche à en effacer la complexité.

Gilles Gauvin



"Mahé Pinké". Dessin de Fabrice Urbatro d'après un original de David D'Eurveilher. Remix : La Fish, 2023.